POINTS DE VUE

« Écoutons les souhaits des citoyens pour transformer les territoires »

26 septembre 2022

Collectif

Les Français sont nombreux à souhaiter pouvoir vivre en dehors des grandes villes tout en ayant accès aux modes de déplacements les plus écologiques possibles. Une coalition inédite d'associations environnementales, de défense des usagers (automobilistes, cyclistes, piétons…), des familles, des personnes à mobilité réduite et des plus précaires appellent à une prise en compte de ces aspirations pour penser une nouvelle organisation du territoire.

120 citoyens rassemblés à l'été 2021 au sein d'un parlement national représentatif des dynamiques territoriales et des modes de vie en France [1] ont fait entendre avec force leur désir de pouvoir vivre en dehors des grandes villes. Certains d'entre eux y vivent déjà, mais déplorent l'éloignement des commerces, des services publics, des médecins ou encore des activités culturelles, tout comme l'absence de transports alternatifs à la voiture. Pour ceux qui vivent au cœur de ces grandes villes, le constat est clair depuis la crise sanitaire : ils sont de plus en plus nombreux à souhaiter pouvoir les quitter, mais attendent pour cela de trouver un emploi et les activités dont ils ont besoin. Si certains aspirent à y rester, ils veulent un cadre de vie plus apaisé, une meilleure qualité de vie et des logements abordables. Cette réalité interpelle et invite à repenser l'organisation du territoire national.

Des petites centralités pour réconcilier les objectifs écologiques et les souhaits des citoyens

Jusqu'à présent, les politiques publiques échouent à faire baisser les émissions de CO2 liées aux déplacements, car les distances à parcourir pour vivre au quotidien ne cessent de

s'allonger : on laisse librement s'installer entreprises et habitants, tout en concentrant les services publics et les administrations. Cette réalité contraint chacun à se déplacer toujours plus pour accéder à l'emploi, faire ses courses ou se soigner, en n'ayant le plus souvent pas d'autre choix que d'utiliser une voiture individuelle. Les citoyens appellent clairement à renverser cette tendance, pour redynamiser des petites centralités (dans les banlieues, les zones périurbaines, les moyennes et petites villes, les bourgs...) et réduire les trajets, en particulier pour se rendre au travail. En plus de répondre aux objectifs écologiques, une telle politique faciliterait la vie de tous - les familles, les personnes âgées, les personnes à mobilité réduite, ceux qui se déplacent à pied ou à vélo, ou encore ceux dont les difficultés sociales et financières compliquent les déplacements du quotidien - tout en favorisant les liens sociaux à travers la vie locale, associative et les commerces de proximité.

Penser des solutions de transports cohérentes à l'échelle de ces nouveaux bassins de vie

Les citoyens sont conscients que les déplacements en voiture contribuent à la dégradation de l'environnement et à la pollution de l'air : mais tant qu'il n'y a pas d'alternative, comment changer de comportements ? C'est pour cette raison qu'ils appellent à développer à l'échelle des bassins de vie des services de transports complémentaires et efficaces (réseau continu de voies cyclables et piétonnes, transports collectifs cadencés, covoiturage, flottes de véhicules partagés...) permettant réellement de se déplacer autrement que seuls dans une voiture. Pour mettre en œuvre ce programme, les idées des associations et des ONG, les compétences techniques et les exemples étrangers (Suisse, Allemagne, Pays-Bas...) ne manquent pas. Mais il faut désormais une volonté politique forte pour créer un système cohérent, au lieu d'additionner les modes de transport et de laisser faire le marché sans réfléchir à la zone de pertinence de chacun.

Qualité de vie et résilience

Les grandes villes ne vont pas disparaitre et ne sont pas sans qualité. Mais n'oublions pas que les citoyens aspirent à pouvoir bien vivre dans une grande diversité de cadres de vie : c'est un souhait légitime, mais aussi une chance pour redynamiser certaines parties du territoire français, une opportunité pour enclencher la transition écologique et construire des territoires résilients.

Signataires

Khaled Gaiji, président des Amis de la Terre France

Nicolas Merille, conseiller national accessibilité d'APF France Handicap

Didier Bollecker, Président de l'Automobile Club Association & Yves Carra, porte-parole

Céline Aubrun, coordinatrice nationale de la Fédération Française des Motards en Colère (FFMC), & Didier Renoux, chargé de communication

Stéphanie Clément-Grandcourt, directrice générale de la Fondation pour la Nature et l'Homme (FNH) & Marie Chéron, responsable mobilités

Christophe Gay et Sylvie Landrième, co-directeurs du Forum Vies Mobiles & Claire-Marine Javary, chargée de projet

Philippe Quirion, président du Réseau Action Climat & Valentin Desfontaines, responsable Mobilités durables Anne Faure, Présidente de Rue de l'Avenir

Daphné Chamard-Teirlinck, responsable mobilité inclusive et durable au Secours Catholique

Marie-Andrée Blanc, Présidente de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF)

Texte originellement paru dans *La Tribune* le 11 février 2022.

Notes

(1) Le « Forum citoyen des Vies Mobiles » : https://forumviesmobiles.org/evenements/15463/tout-travail-merite-galere-presentation-des-propositions-issues-du-premier-forum-citoyen-des-vies

---

Thématiques associées :

MODES DE VIE

POLITIQUES

---

[1] https://forumviesmobiles.org/evenements/15463/tout-travail-merite-galere-presentation-des-propositions-issues-du-premier-forum-citoyen-des-vies